



[Nom du Fonds/Programme Conjoint]  
**RAPPORT DESCRIPTIF ANNUEL SUR  
L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROGRAMME<sup>1</sup>**

**1<sup>er</sup> JANVIER – 31 DECEMBRE 2011**

<p><b>Intitulé du Programme &amp; référence</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Intitulé du Programme: Restauration de l'autorité de l'Etat à l'Est de la RDC</li><li>• Réf. du Programme:</li><li>• Réf. Atlas/MDTF: 76 371</li></ul>	<p><b>Pays, Localité, Secteur/Thème(s) du Programme<sup>2</sup></b></p> <p><i>(DR Congo Restauration de l'autorité de l'Etat et renforcement des capacités)</i></p>
<p><b>Organisations participantes</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• PNUD</li><li>• UNOPS</li><li>• CAS/MONUSCO</li></ul>	<p><b>Partenaires de mise en œuvre</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Partenaires nationaux (Ministère de l'Intérieur, Gouvernements provinciaux du Nord et Sud Kivu et District de l'Ituri)</li></ul>
<p><b>Budget du Programme (US\$)</b></p> <p><b>Contribution du Fonds: 1500 000</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• <i>le cas échéant, par agence</i></li></ul> <p><b>Contribution de(s) agence(s):</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• <i>le cas échéant, par agence</i></li></ul>	<p><b>Durée du Programme (mois)</b></p> <p>Durée totale: 2 ans</p> <p>Date de démarrage<sup>3</sup>: octobre 2010</p> <p>Date de clôture: septembre 2012</p>

<sup>1</sup> Le terme "programme" est utilisé pour les projets, programmes et programmes conjoints.

<sup>2</sup> Indiquer le domaine prioritaire pour le Fonds de Consolidation de la Paix (FCP) ; le Secteur pour le Fonds fiduciaire pour l'Iraq du GNUM.

<sup>3</sup> La date de démarrage est la date du premier transfert de fonds du MDTF Office en tant qu'Agent Administratif. Cette date est disponible sur le portail du MDTF Office ([MDTF Office GATEWAY](#)).

**Contribution du Gouvernement:**

- (le cas échéant)

**Autres Contributions [donateur(s)]:**

- (le cas échéant)

**TOTAL: 1500 000***(ou date révisée, le cas échéant):*Date de clôture opérationnelle<sup>4</sup>:

Date prévisionnelle de clôture financière:

septembre 2012

**Evaluation du Programme**

Evaluation complétée - (à joindre le cas échéant)

 Oui  Non Date: \_\_\_\_\_

Evaluation à mi-parcours - (à joindre le cas échéant)

 Oui  Non Date: \_\_\_\_\_**Soumis par:**

- Nom: Serigne Bamba GAYE
- Titre: Spécialiste technique
- Organisation participante ("Lead Agency"): PNUD
- Adresse e-mail: serigne.gaye@undp.org

<sup>4</sup> Concerne les activités du programme complétées par l'organisation participante responsable. Les agences concernées doivent en informer le MDTF Office.

## **LISTE DES ACRONYMES**

**STAREC** : Programme de Stabilisation et de Reconstruction des zones sortant des conflits armés

**ISSSS**: International strategy support for stabilization and security

**CTC** : Comité technique conjoint

**CTL** : Comité technique local

**FARD** : Forces armées de la République démocratique du Congo

**PNC** : Police nationale congolaise

**MONUSCO** : Mission de Stabilisation des Nations unies au Congo

**RDC** : République démocratique du CONGO

**OCHA**: office of coordination of humanitarian affairs

**HCR** : Haut Commissariat pour le Réfugiés

**CAS** : Civil Affairs Section

**PADDL** : Projet de décentralisation et de développement local

## I. OBJECTIFS

### Objectif général

L'objectif général du projet est de contribuer à la restauration de l'autorité de l'Etat et au renforcement des capacités des administrations locales, déployées dans les zones qui passent sous le contrôle des FARDC, afin qu'elles soient en mesure de délivrer des services administratifs et sociaux de base aux populations dans des conditions de travail acceptables et de favoriser la réconciliation communautaire.

### Objectifs spécifiques

- Renforcer la présence de l'Etat dans les 6 axes prioritaires ciblés et les zones minières à travers la réhabilitation/construction et l'équipement des infrastructures administratives ainsi que le déploiement des autorités locales et agents de services public reconnus;
  - Renforcer les capacités techniques et opérationnelles de 500 fonctionnaires et agents des administrations locales déployées dans ces 6 axes prioritaires cibles, et les zones minières
- En
- Améliorant les conditions de travail des fonctionnaires (réhabilitation/construction/équipement de base des bâtiments administratifs) et la restauration de la présence de l'administration locale dans les 2 zones minières en appui aux 2 centres de négoce financés par le PBF en complément aux activités de réhabilitation des 20 bâtiments administratifs financés dans le cadre du STAREC/ISSSS ;
  - Renforçant les capacités techniques et opérationnelles des administrations locales déployées dans les zones qui passent sous le contrôle des FARDC et les zones minières par des formations de base et spécifiques et l'appui conseil aux services du Plan, des Finances, des Affaires Intérieures y compris celui de l'Etat civil et de la population.
  - Facilitant les transports des agents publics déployés et de leurs dépendants dans les cas d'extrême nécessité et/ou d'inaccessibilité de certaines entités.
  - Sensibilisant la population et les agents publics dans les entités retenues pour un déploiement effectif et accepté.

Le projet couvre : Nord Kivu (Rutshuru – Ishasha, Sake – Masisi Centre et Walikale), Sud Kivu (Bukavu – Hombo, Bukavu – Shabunda et Fizi – Minembwe) et Orientale (Bunia – Boga).

## II. RESSOURCES

Le budget global du projet « Restauration de l’Autorité de l’Etat » est estimé à 5 405 000 US\$ dont 1500 000 US\$ déjà mobilisés dans le cadre du Peace Building Fund (PBF) et 3905 000 US\$ à mobiliser. Pour le moment, il n’existe pas de nouvelles sources de financement. La contribution effectivement reçue (en date du 05 octobre 2010) est de US \$ 1 500 000. De cette contribution, US\$ 606 925 sont directement gérés par l’UNOPS suivant les prévisions initiales et US\$ 893 095 par le PNUD. **Mais la révision du document de projet intervenue au cours de l’année 2011 a modifié cette répartition, désormais, elle s’articule comme suit : 770 177 US pour le PNUD et 730 883 US pour l’UNOPS.**

**En outre, le nombre de zones minières a été réduit à 2 au lieu de 5. Au total donc le projet ne concerne désormais que 22 localités au lieu de 5 dont 2 zones minières.** Le projet a été prolongé d’une année.

En 2011, le total des fonds dépensés par le PNUD était de US 740 177 soit 96,1% du budget alloué et pour l’UNOPS : US 94,475.84 ont été dépensés soit 12,94% du budget alloué à cette dernière.

Le projet est coordonné par le Chef de projet, un spécialiste technique international, basé à Goma, assisté de 3 assistants administratifs et financiers nationaux, affectés à Goma, Bukavu et Bunia . 12 consultants sur les 18 prévus ont été immergés pendant 6 mois seront immergés sur les axes : dans les 6 axes pour assurer l’appui-conseil. 5 autres n’ont été déployés à cause des problèmes de sécurité sur le terrain

En ce qui concerne CAS/MONUSCO, 3 Officiers des Affaires Civiles basés au Nord (1) et au Sud Kivu (1) et en province Orientale à Bunia (1) interviennent de manière ponctuelle en fonction des besoins sur le terrain. Ils sont appuyés par 2 experts basés à Kinshasa, qui interviendront également de manière ponctuelle

Pour l’UNOPS : 2 ingénieurs, dont 1 international partiellement pris en charge par le projet, supervisent les travaux dans le Walikalé, assistés par 1 financier et 2 personnels d’appoint.

## III. ARRANGEMENTS DE GESTION ET SUIVI DU PROGRAMME

Le projet est mis en œuvre sous l’égide du PNUD, responsable de la gestion des finances et le suivi des résultats. Un comité composé des représentants du PNUD, du Bureau Intégré, de l’Equipe STAREC, de CAS/MONUSCO et de l’UNOPS est établi pour développer le plan de travail nécessaire à la mise en œuvre du projet et pour suivre l’état d’avancement dans la mise en œuvre périodiquement.

- **Le PNUD** est responsable de la gestion des fonds PBF. A travers l'exécution DIM (Direct Implémentation), il est responsable de la l'évaluation des besoins en matière de formation, de l'appui conseil et de la communication et du recrutement des consultants, ainsi que de l'élaboration des rapports financiers et narratifs.
- **CAS/MONUSCO** est responsable de la cartographie des services administratifs. Il facilite le déploiement du personnel sélectionné par les autorités congolaises sur le terrain notamment dans les cas d'inaccessibilité par route et en fonction des moyens logistiques disponibles. Il appuie le PNUD pour la réalisation des enquêtes de satisfaction auprès des populations. CAS/MONUSCO appuie le PNUD ponctuellement et quand c'est nécessaire pour les activités d'évaluation des besoins et l'organisation de certaines formations.
- **Le Gouvernement** met à la disposition du projet des terrains disponibles avec des titres immobiliers pour la construction des bâtiments de l'administration civile; il fournit la liste des agents à former et à déployer avec un chronogramme précis. Il devra également assurer le transport de ses agents lorsque les routes sont accessibles, le paiement régulier des salaires et indemnités, le transport et la mobilité de ses agents une fois sur site ainsi que le logement des agents en fonction déployés.
- L'UNOPS se chargera de la fourniture des équipements de base ainsi que de la construction ou de la réfection de 2 bâtiments dans le Walikalé qui vont servir de bureaux aux agents de l'administration publique, qui seront déployés dans les zones minières ;
- Le Bureau intégré à travers l'équipe de Stabilisation veillera au respect des procédures du PBF

Le suivi et l'évaluation de ce projet sont assurés sur la base des plans de travail développés par le PNUD, l'UNOPS CAS en collaboration avec les autorités provinciales.

Un système de suivi régulier, sous forme de rapports périodiques sur l'état d'avancement dans la réalisation des objectifs définis dans les plans de travail, est mis en œuvre. Ces rapports seront transmis au Comité de Suivi du STAREC ainsi qu'au Comité de Financement. Le PNUD sera responsable pour la production des rapports financiers concernant les dépenses faites dans le cadre de ce projet, en collaboration avec les acteurs concernés.

Des commissions de suivi seront mises en place au niveau national et provincial. Au Niveau national, la commission comprend un délégué du Ministère de l'Intérieur bénéficiaire de ce projet

et un délégué du Ministère des Mines pour le suivi des activités dans les zones minières, un représentant du PNUD, de CAS MONUSCO et de l'équipe STAREC.

Au niveau provincial, une commission est mise en place et coordonnée par le Directeur de province. Elle comprend l'équipe de coordination du projet, un délégué du Ministère Provincial de l'Intérieur et de celui des Mines ainsi que du CTC, de CAS, de l'UNOPS et de l'Unité de Stabilisation.

## IV RESULTATS

### A. Par produits

#### *Produit 1 : la présence de l'Etat est effective dans 22 zones stabilisation prioritaires*

Un des objectifs du projet est rendre effectif le déploiement de l'administration civile dans 22 zones prioritaires dans le Nord et Sud Kivu et dans le district de l'Ituri. Pour le moment les services administratifs de base, qui ont reçu l'appui du projet, sont déployés dans 20 zones ce qui permet d'assurer une présence effective de l'Etat dans ces localités qui étaient jadis sous contrôle des groupes armés. Le PNUD est responsable de la formation et de l'appui-conseil.

#### **Produit 2 : Réhabilitation et équipement de base de 2 bâtiments dans les zones minières à**

Bakano (Itebero) et Biruwe (Walikale). Cette activité relève de la responsabilité de l'UNOPS, elle a débuté durant le dernier trimestre de l'année, voici les résultats atteints : La fondation est à 80% soit un pourcentage de réalisation physique égal à 13.3% par rapport l'ensemble du bâtiment. En outre, 20 motos ont été achetées et seront livrées d'ici la fin du mois de Janvier 2012. La distribution va se faire pendant le 1<sup>er</sup> trimestre 2012.

#### **Produit 3 : Formation des agents de l'administration publique**

Après les formations de base dispensées en 2010 qui ont permis à 320 agents de renforcer leurs capacités en matière de décentralisation, déconcentration, rédaction administrative, en gestion de conflit, en éthique et déontologie professionnelle. Ces formations se sont poursuivies en 2011 dans les 6 axes. Au total, 406 agents ont participé à la formation de base, 194 ont reçu une formation spécialisée dans un des domaines suivants : finances publiques locales, formation pour chefs coutumiers, planification locale et gestion d'ouvrage, formation de formateurs. Ces formations ont contribué à renforcer les capacités des agents de l'administration publique et des services comme ceux des régies financières, de la planification, de l'état civil et des affaires coutumières. 55 chefs

de secteur, de chefferie, et de groupement ont vu leurs compétences renforcées en matière de police judiciaire, d'état civil et en planification.

58 formateurs ont été formés pour assurer la durabilité du projet et l'appropriation nationale des outils développés. A terme, des formations seront entièrement dispensées par ces formateurs.

Des curricula de cours ont été élaborés pour chaque formation et pour renforcer les acquis de ces formations et permettre aux services concernés de fonctionner avec un minimum de documentation : 687 documents ont été commandés : 490 exemplaires sur les principaux textes de la décentralisation ; 118 guides de planification locale et 79 guides de planification provinciale.

#### **Produit 4 Appui-conseil à 3 services administratifs**

L'appui-conseil vient compléter les formations reçues qui avaient pour cibles, les agents. Il a pour but de renforcer les services afin de leur permettre d'améliorer leurs prestations auprès des populations. 12 experts ont été immergés sur les 18 prévus dans 3 services : planification, finances, état civil et affaires coutumières. Ces experts avec chacun une feuille de route ont appuyé ces 3 services administratifs dans les 6 axes à mieux rendre des services de base aux populations. 2 experts en Ituri : 1 en finances locales, 1 en appui à l'état civil ; Sud Kivu : 1 expert en finances locales : 2 experts en appui à l'état civil, 3 experts en planification local ; Nord Kivu : 2 experts en finances locales et 2 experts en appui à l'état civil. Ces experts étaient itinérants, ils se déplaçaient en fonction des besoins exprimés par les services dans les secteurs et chefferies. L'appui-conseil a produit plusieurs résultats, parmi lesquels, on peut citer : en matière d'élaboration de budget dans la chefferie de Buisha, grâce à l'appui de l'expert, les services concernés ont acquis des connaissances techniques d'élaboration et des outils de programmation. Mieux pour la première fois, le budget de la chefferie respecte les dispositions juridiques et réglementaires en la matière. En plus, le budget était participatif comme le recommande la loi.

En ce qui concerne l'appui aux services d'état civil, il convient de noter que partout sur les 6 axes, ces services sont dans un état de dénuement total et les agents qui y travaillent ne respectent pas les dispositions réglementaires en la matière. A Walungu, les experts ont fait de la formation, de l'encadrement en matière d'archivage. Un atelier sur la capacitation de l'officier de l'état civil sur les dispositions légales du code de la famille de 1987 a été organisé, ce qui a permis à une vingtaine d'agents de plusieurs chefferies de comprendre leurs responsabilités dans l'enregistrement des faits d'état civil. En plus les experts ont élaboré un modèle de publication des



bans, conçus selon les prescrits légaux, afin qu'ils évitent de tomber dans le vice de forme pour la célébration des mariages. Un outil qui leur servira utilement dans l'exercice de leur fonction..

26 registres d'actes d'état civil : naissances, décès, mariage ont été achetés pour remplacer ceux qui dataient de plusieurs décennies. Ils seront distribués dans les chefferies des 3 axes au Sud Kivu, une fois qu'ils seront paraphés par le procureur de la République.

Il convient cependant de souligner que seule la province du Sud Kivu a bénéficié de l'appui-conseil en planification, car dans les 3 autres axes (2 au Nord Kivu et 1 en Ituri) ; il n'y a pas pour le moment de service de planification.

### **Produit 5 : sensibilisation des populations des zones de stabilisations prioritaires aux missions de l'administration dans un contexte post conflit**

Ce produit est de responsabilité de CAS/MONUSCO, appuyé par le PNUD.

Des séances de sensibilisation ont été organisées dans 20 localités sur les 22 prévues au Nord et Sud Kivu et en Ituri et ont touché 9087 personnes sur 7500 prévues.

Ces sensibilisations ont été appuyées par les autorités locales et provinciales. Les populations ciblées ont apprécié ces activités et ont demandé la multiplication des sensibilisations en vue de les aider à mieux comprendre le rôle des services administratifs dans leurs localités encore mal connu au dire des administrés eux-mêmes. Des émissions radio ont été également produites et diffusées sur des radios locales et radio Okapi, de même, des affiches ont été produites et distribuées. Des groupes théâtraux ont aussi accompagné les séances de sensibilisation au Sud Kivu.

### **B. Partenariat**

Le projet a noué un partenariat avec UN Habitat pour introduire la dimension gestion des conflits fonciers dans la formation des chefs coutumiers. Ce partenariat a permis une plus grande sensibilisation des chefs de secteur, chefferie et de groupement au niveau des six axes sur les questions de litiges fonciers qui sont récurrents dans cette partie de la RDC et singulièrement dans les deux Kivu.

Avec le PADDL, une collaboration très étroite a été établie dans le territoire de Rutchuru, notamment dans la chefferie de Buisha, nos deux équipes ont travaillé ensemble notamment dans le domaine des finances publiques locales.

Le PNUD ET CAS /MONUSCO ont travaillé dans l'optique du One UN : activités menées en sèmes, équipes conjointes, objectifs communs dans les domaines de la sensibilisation et de la formation.

L'Unité de Stabilisation a été impliquée dans toutes les activités du projet notamment au Sud et au Nord Kivu.

### **C. Contraintes et difficultés**

Parmi les difficultés auxquelles le projet a été confronté, on peut noter :

- Les difficultés dans le recrutement des experts, ces difficultés se déclinent de deux manières : les lenteurs dans les procédures de recrutement, elles n'ont pas permis de déployer à temps tous les experts ; les difficultés à trouver des experts en finances locales qui acceptent de travailler dans les 6 axes. Seuls 4 experts ont été recrutés et déployés les 2 autres pressentis ont refusé de regagner leur poste car ils estiment qu'il n'y a pas assez de sécurité sur les axes à Fizi et Shabunda. De manière générale la dégradation de la situation sécuritaire a particulièrement affecté le déploiement de nos experts sur le terrain notamment dans le Masisi et au Sud Kivu.
- La difficulté à avoir les listes des agents à former : les autorités locales ne respectent pas souvent les critères de sélection des agents à former. La partie gouvernementale dans un souci d'équité a tendance à proposer des agents qui soit ne sont pas affectés dans les bâtiments construits par l'ISSSS soit qui n'évoluent pas dans les axes d'intervention du projet.

### **V. FUTUR PLAN DE TRAVAIL (le cas échéant)**

Le plan de travail 2012 se décompose en 3 parties

Formation : US 13 000

Appui-conseil : US 15 000

Construction et Equipement de 2 bâtiments dans les zones minières : 635 348

## VI. EVALUATION EN FONCTION DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

	Indicateurs de performance	Indicateurs de référence	Indicateurs cibles	Objectifs/ Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification	Commentaires éventuels
<b>Résultat 1</b> : La présence de l'Etat effective dans 22 localités							
Résultat 1.1	470 agents et 30 autorités locales formés et déployés dans les 25 entités retenues		470 agents et 30 autorités locales	406 agents dans 20 entités et 55 autorités locales	Les formations vont se poursuivre en 2012	Rapports ateliers organisés, liste des agents à déployer	
Résultat 1.2	3 services administratifs appuyés du (i) Plan, (ii) Finances, (iii), Ministère provincial de l'Intérieur y compris celui de l'état-civil et population sont opérationnels		3	3		Rapports experts	
<b>Résultat 2</b> : Réhabilitation ou construction de 5 bâtiments administratifs dans 5 zones minières							
<b>Résultat 2.1</b>	Indicateur 2.1.1 2 bâtiments construits et équipes remis aux autorités dans les zones minières appuyées par le projet		2	0	Les 2 bâtiments sont en construction	Rapports de livraison	Le produit a été révisé pour construire 2 bâtiments
<b>Résultat 3</b> : 500 agents de l'administration sont formés en formation de base et en formations techniques							

	Indicateurs de performance	Indicateurs de référence	Indicateurs cibles	Objectifs/ Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification	Commentaires éventuels
	Indicateur 3.1.1 500 agents et fonctionnaires et chefs coutumiers à déployer dans les 22 entités retenues ayant pris part aux sessions de formation organisées		470 Agents et 30 chefs coutumiers	406 agents 55 chefs coutumiers	Les formations vont se poursuivre en 2012	Rapports ateliers organisés, liste des agents à déployer	
	Indicateur 3.1.2 11 sessions de formation organisées		11	11		Rapports ateliers organisés	
	Indicateur 3.1.3 Au moins 80% des agents sélectionnés et formés ayant obtenu 70% au test d'évaluation post formation		80	90		Résultats des tests de niveaux	
<b>Résultat 4</b> : Les populations des zones ciblées sont sensibilisées sur le rôle et la mission de l'administration							
Indicateur 4.1.1	7500 personnes sensibilisées directement sur le rôle et la mission de l'administration dans les 25 entités retenues		7500 25	9087	CAS /MONUSCO a étendu cette activité dans plusieurs localités.	Suivi rapport projet	

	Indicateurs de performance	Indicateurs de référence	Indicateurs cibles	Objectifs/ Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification	Commentaires éventuels
Indicateur 4.1.2	Nombre d'outils de communication (par type) édités et distribués <i>sur le rôle et la mission de l'administration.</i>		1	3	La demande était très forte et surtout les services avaient besoins de documents de travail en planification.	Document physique	490 guides sur la décentralisation, 118 guides sur la planification locale et 79 guides sur la planification provinciale ont été distribués.
Indicateur 4.1.3	Au moins 25 émissions radio réalisées <i>sur le rôle et la mission de l'administration</i>		25	11		Factures radios	Manque de disponibilité auprès de certaines radio
Indicateur 4.1.4	25 ateliers de sensibilisation et 7500 participants		7500 25	25		Rapports ateliers	
<b>Résultat 5 3 services administratifs délivrent des services de base aux populations et 18 experts sont immergés dans les 6 axes</b>							
Indicateur. 5.1	3 services administratifs délivrent des services de base aux populations		3	3		Rapports mensuels experts	
Indicateur 5.2	18 experts sont immergés dans les 6 axes		18	12		Rapports mensuels experts	Seulement 12 experts sur 18 ont été déployés à cause principalement des problèmes d'insécurité dans certaines zones



